

**Bundesstrafgericht**  
**Tribunal pénal fédéral**  
**Tribunale penale federale**  
**Tribunal penal federal**



Numéro de dossier: BV.2017.19

## **Décision du 17 mars 2017**

### **Cour des plaintes**

---

Composition

Les juges pénaux fédéraux Stephan Blättler,  
président, Giorgio Bomio et Patrick Robert-Nicoud,  
la greffière Claude-Fabienne Husson Albertoni

---

Parties

**A.**, représenté par Me Didier Bottge, avocat,  
plaignant

**contre**

**ADMINISTRATION FÉDÉRALE DES DOUANES,**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES,**  
partie adverse

---

Objet

Perquisition (art. 48 s. DPA)

### **La Cour des plaintes, vu**

- la procédure ouverte à l'encontre de diverses personnes par l'Administration fédérale des douanes (ci-après: AFD) le 20 décembre 2016 pour violations de la loi fédérale sur le transfert international des biens culturels (Loi sur le transfert des biens culturels [LTBC]; RS 444.1) et de la loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (Loi sur la TVA, [LTVA], RS 641.20),
- la perquisition menée dans ce contexte le 6 mars 2017 par l'AFD dans les locaux de la société B. (act. 1.0),
- la plainte formée le 9 mars 2017 par A. à l'encontre de la perquisition précitée, les éléments de preuve obtenus à cette occasion devant être tenus pour inexploitable (act. 1),
- le courrier du 14 mars 2017 par lequel le plaignant déclare retirer sa plainte (act. 3),

### **et considérant que:**

la loi fédérale sur le droit pénal administratif instituant la procédure de la plainte (art. 26 DPA; RS 313.0) ne réglemente pas expressément le retrait de celle-ci, un tel retrait étant toutefois admis au regard de la maxime de disposition (décisions du Tribunal pénal fédéral BV.2015.14 du 28 septembre 2015; BV.2012.2 + BP.2012.7 du 3 juillet 2012, ZIEGLER/KELLER, Commentaire bâlois, 2<sup>e</sup> éd., Bâle 2014, art. 386 CPP n° 3, applicable par renvoi de l'art. 82 DPA);

suite au retrait de la plainte, il y a lieu de rayer la cause du rôle (décision du Tribunal pénal fédéral BV.2015.14 précitée et références citées);

en règle générale, les frais de procédure comprenant l'émolument d'arrêt, les émoluments de chancellerie et les débours, sont mis à la charge de la partie qui succombe (art. 63 al. 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative [PA; RS 172.021], applicable par renvoi de l'art. 39 al. 2 lit. b de la loi fédérale du 19 mars 2010 sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération [LOAP; RS 173.71]);

le plaignant a indiqué retirer son recours sans autre explication;

dans ces conditions, il y a lieu de considérer le plaignant comme partie qui succombe, au sens de l'art. 63 al. 1 PA (décision du Tribunal pénal fédéral

BV.2015.14 précitée et références citées);

le plaignant doit en conséquence supporter les frais engagés jusqu'ici, lesquels, vu le retrait intervenu tout au début de la procédure, sont fixés à CHF 200.-- en application des art. 25 al. 4 DPA, 73 LOAP et art. 5 et 8 du règlement du Tribunal pénal fédéral du 31 août 2010 sur les frais, émoluments, dépens et indemnités de la procédure pénale fédérale (RFPPF; RS 173.713.162).

**Par ces motifs, la Cour des plaintes prononce:**

1. La procédure BV.2017.19 est rayée du rôle.
2. Un émolument de CHF 200.-- est mis à la charge du plaignant.

Bellinzone, le 20 mars 2017

Au nom de la Cour des plaintes  
du Tribunal pénal fédéral

Le président:

La greffière:

**Distribution**

- Me Didier Bottge, avocat
- Administration fédérale des douanes, Direction générale des douanes

**Indication des voies de recours**

Dans les 30 jours qui suivent leur notification, les arrêts de la Cour des plaintes relatifs aux mesures de contrainte sont sujets à recours devant le Tribunal fédéral (art. 79 et 100 al. 1 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral; LTF). La procédure est réglée par les art. 90 ss LTF.

Le recours ne suspend l'exécution de l'arrêt attaqué que si le juge instructeur l'ordonne (art. 103 LTF).